
La nouvelle vague

propagée par le collectif Ruptures

décembre 2021 – numéro 1

ÉDITORIAL

Notre groupe s'est formé en septembre dernier dans le but de lutter contre le pass sanitaire. Nous nous sommes regroupé-e-s pour partager nos idées et être plus fort-e-s ensemble. Nous voulons faire face à cette nouvelle incarnation d'une société autoritaire et tournée vers le profit qui fait peu de cas des humains, leur préférant des courbes, des chiffres, des abstractions et des QRcodes.

Notre refus est donc loin de se limiter au pass sanitaire, autour duquel nous nous sommes retrouvé-e-s. Ainsi, nous nous opposons notamment à une autre mesure réduisant nos libertés mise en oeuvre en août 2021 (au moment où commençait le mouvement anti-pass). Le gouvernement faisait alors passer (le 2 août) un décret instaurant la carte d'identité numérique. Depuis lors, à l'exemple du passeport biométrique, les nouvelles cartes d'identité contiennent donc les empreintes digitales, en plus des informations actuelles. Lors de contrôles de police ou d'identification administrative, ces données biométriques sont accessibles par QRcode (1). Ça vous rappelle quelque chose ?

Le pass sanitaire n'est pas une mesure isolée, exceptionnelle ou ponctuelle. Il n'est que la phase la plus avancée de la tendance autoritaire intrinsèque à notre société. Tendance que nous entendons combattre.

Dans ce premier numéro de notre journal, nous développons justement des réflexions historiques et politiques sur les liens (ou l'absence de liens) entre technologie et démocratie... Bonne lecture.

Ruptures
le 23 novembre 2021

(1) Nous renvoyons aux travaux de l'association *La quadrature du net* pour celles et ceux qui veulent en savoir plus.

LA DÉMOCRATIE SANS LAISSEZ-PASSER

Pour les antifascistes, la principale source d'effroi se révéla être pour eux « la pseudo-solidarisation triomphale des masses ne se reconnaissant pas comme les victimes qu'elles étaient », en d'autres termes, « l'aliénation, organisée avec succès, de ceux qu'on dépossédait de leurs droits ».

Günther Anders, *Nous, Fils d'Eichmann*.

LUNDI 21 décembre 2020, quelques jours avant Noël, le gouvernement tentait pour la première fois de passer un projet de loi instaurant la possibilité d'un pass sanitaire, en prévision de l'arrivée prochaine de vaccins. Il était trop tôt, la fronde des députés, à droite, fut massive. Il fallut encore un confinement, quelques mois de couvre-feux, pour que le pass sanitaire soit associé au retour à la liberté, dans un retournement de langage qu'Orwell aurait apprécié à sa juste valeur. Finalement instauré en mai 2021 pour les seuls « grands événements » (mais la jauge n'était pas inscrite dans la loi), puis étendu tout naturellement aux espaces de la vie en société – mais qui était assez aveugle pour douter qu'il le serait ? – le pass sanitaire n'a suscité qu'une opposition de plus en plus minoritaire.

La résistance existe, pourtant : chaque samedi, dans des manifestations grosses et puissantes sous le soleil d'été, puis ténues sous une pluie d'automne, sans jamais s'éclipser ; au quotidien, au sein de chaque entreprise, chaque service public où luttent soignantes, bibliothécaires, cafetiers et restaurateurs ; à tout instant, par la lutte individuelle de tous les anonymes qui savent que les droits perdus se reconquièrent plus lentement qu'ils n'ont été perdus.

Face à l'aliénation de la grande majorité, qui croit se soumettre aux règles sanitaires *pour le bien de tous*, notre effroi est le même que celui qui frappait le philosophe Günther Anders, premier époux d'Hannah Arendt, qui s'y connaissait en anti-fascisme.

(suite page 2)

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi, d'une épidémie comme il en arrive plusieurs fois par siècles, la situation a-t-elle dégénéré en répression technototalitaire ? Comment en est-on arrivé à accepter des technologies de contrôle et de contrainte que l'État aurait mis des années à faire accepter à coups de trésors de « *pédagogie* », cette propagande douce pour peuple-enfant ?

* * *

POUR la première fois dans l'histoire moderne, nos gouvernants ont choisi de gérer une épidémie/crise sanitaire par des mesures de police.

Était-ce inévitable ?

La gestion de l'épidémie avait commencé de façon somme toute habituelle : avec désinvolture. Si on connaissait peu de choses de la maladie, on savait tout de même que, dans la très grande majorité des cas, elle n'était dangereuse que pour les personnes âgées et celles présentant des comorbidités. Comorbidités qui le sont également en temps normal, et résultent largement de notre société industrielle : diabète, surpoids, sédentarité, ou sénescence avancée, artificiellement prolongée par une industrie du 3e âge mieux portante que ses victimes.

Le confinement de Wuhan a changé la donne. Le Parti communiste chinois a donné le *la* de la réponse sanitaire en imposant le confinement de millions d'individus, la censure de la parole publique, et des conditions à la liberté de circulation avec l'instauration d'un passeport et de passes sanitaires (QR codes, etc.). Xi Jinping, le premier, a donné la mesure de la réponse mondiale en déclarant la guerre à l'épidémie : « *C'est une guerre que nous devons mener tous ensemble* ». Tout heureux de jouer aux héros, les autres ont suivi. Le nouveau Timonier ajoutait également, bravache, suivi peu après par notre jeune mousse dans sa barque *made in France* : « *quoi qu'il en coûte !* ». Quoi qu'il en coûte... Nous aurions dû nous méfier.

Le PCC avait ses raisons que les gouvernements occidentaux n'avaient théoriquement pas : le confinement de Wuhan permettait de légitimer tout un arsenal de police, de contrôle et de surveillance déjà existants. L'objet de ces technologies glissait ainsi – en apparence seulement – de la soumission à l'arbitraire du pouvoir à une soi-disant protection de la population, un pilier de la légitimité de l'État-Parti.

Si l'onde de choc a pu résonner aussi facilement en Occident, c'est que le monde occidental, et en particulier la France, était au diapason. Après une courte période d'hésitation, les dirigeants occidentaux

ont appliqué le même logiciel liberticide qu'en Chine. Il était en effet plus facile, après des décennies de casse de l'appareil de santé publique, de se tourner vers des technologies de surveillance et des outils de police, qui eux n'ont pas connu la crise.

Tournant donc radicalement le dos à une réponse sanitaire qui aurait consisté, à court terme à renforcer l'hôpital public et la médecine de ville, et à moyen terme à réduire les comorbidités par une politique de santé globale de la population, les gouvernements ont trouvé plus profitable d'exploiter les technologies développées sans débat au sein des universités, des entreprises et laboratoires privés. Les *nudges*, techniques de manipulation comportementale issues de l'étude des biais cognitifs, ont d'abord été mises en œuvre, sur les recommandations des cabinets de conseil (la BVA *nudge unit*, MacKinsey...). Merci l'université : c'est aussi ça, les apports de la science. Les médias, à travers ces technologies si pratiquement installées au sein de chaque foyer, dans chaque main, dans chaque voiture, accompagnant chaque *mobilité* et *immobilité*, ont permis d'imposer un discours univoque de peur et de nécessité de la *discipline*. Qu'il est pratique pour les gens de pouvoir de disposer ainsi d'un pied-à-terre dans la vie quotidienne de chaque individu via le smartphone, la radio (ou autoradio), la télévision ! Le *lien* est *total* !

* * *

DEPUIS des décennies, les technologies sont introduites et imposées sans volonté populaire, sans consultation démocratique, sans processus collectif de réflexion. Dans la fuite en avant qu'exige le dogme de la croissance, les technocrates et industriels délivrent dans une frénésie continue des objets nous asservissant à leur usage.

On n'arrête pas le progrès...

Le déferlement technologique rencontre pourtant quelques oppositions. Contre le compteur Linky, par exemple. Présenté comme un outil indispensable « *à la transition écologique* », le compteur communicant (on avait besoin de ça, tiens...), paré par les technolâtres de toutes les vertus, vous « *facilite la vie* ». Selon Enedis. Allons bon, quel rapport avec la crise sanitaire ? Seulement ce que les opposants à ce genre de technologies craignaient : qu'une machine inutile pour les citoyens se transforme en instrument de leur contrôle. Au début du premier confinement, Christian Estrosi demandait que les données récoltées par les compteurs Linky servent à vérifier l'occupation des résidences secondaires. Ou comment une technologie imposée et généralisée par la contrainte (*il faut bien*

moderniser !), autorise dans un second temps la généralisation et l'imposition *d'une autre contrainte*.

Autre exemple. Les caisses de supermarché sont peu à peu remplacées par des automates, et les bornes de prêt dans les bibliothèques permettent désormais d'éviter un échange oral fastidieux avec les bibliothécaires. Tout cela n'a jamais été voté. Les instances représentatives, le peuple, n'ont jamais été questionnés sur ces transformations de l'environnement quotidien. Les industriels imposent leurs produits, leurs *innovations*. C'est que, voyez-vous, la modernisation est *inexorable*. Imposer des caisses automatiques est bien pratique : ça coûte moins cher à l'employeur. Pour le consommateur, c'est parfois plus rapide. Parfois. Par contre, il faut souvent accepter – encore – une petite contrainte : c'est souvent mieux de payer par carte bleue. Electron, Gold, Visa ou Mastercard, faites ce que vous voulez, on s'en fout. Vous êtes libres. Mais payez par carte : ça permet de vous tracer, de récupérer des données, et c'est tellement plus *hygiénique* que des billets anonymes. Et puis en cas d'épidémie, ça facilite le traçage des cas contact et la géolocalisation de tout un chacun, comme en Corée du Sud.

Bien sûr, il y a quand-même quelques débats. Il y a même *Le temps du débat*. Sur France Culture, de 18h20 à 19h. Pas plus, pas moins. C'est déjà pas mal, ça pourrait être pire : regardez en Chine.

La dictature, c'est ferme ta gueule : nous, au moins, on cause toujours.

Et puis, les débats, ça permet de donner la parole à tous ces apôtres de l'acceptation, qui acceptent de débattre de tout.

Au contraire, nous, nous affirmons qu'il ne faut pas débattre de tout, comme il ne faut pas débattre avec n'importe qui. Des produits sont nauséabonds comme les idées. Le pass sanitaire est aussi dégueulasse qu'un Zemmour, il nous amène dans la même direction et peut-être encore plus loin.

THALÈS, vous connaissez Thalès ? Pas le Grec fan de triangles isocèles et de pyramides, par ailleurs stratège militaire, mais le groupe français spécialisé dans l'armement et les communications. Pour Thalès, au cœur du projet d'identité numérique que permettent les « avancées » technologiques,

« les gouvernements devraient également considérer la pandémie comme une occasion [...] de créer une plateforme pour une numérisation plus ambitieuse de leurs titres d'identité et de santé » (1).

Dans ce texte où le pass sanitaire est un formidable accélérateur d'opportunités – pour les industriels – le groupe d'armement se félicite de la crise :

« On se rend de plus en plus compte à quel point l'enthousiasme pour la numérisation a été accéléré par la pandémie. Après avoir été obligés de se tourner vers les canaux numériques, mobiles et en ligne – pour des services allant des achats à l'épicerie aux consultations médicales – les citoyens s'y tiennent par choix.

Pour les gouvernements, ce profond changement de comportement peut maintenant être exploité pour faire avancer leurs agendas de transformation numérique. »

D'habitude, le schéma d'acceptation des nouvelles technologies « *disruptives* » – celles qui provoquent un changement important de société – se déroule suivant ce schéma : Carotte, liberté de choix, bâton. La technologie est d'abord avancée, la carotte consistant à faciliter la vie des personnes usant *en pionniers* de cette nouvelle technologie. Une liberté de choix temporaire est maintenue pour faire grandir dans la population l'acceptabilité de la technologie que personne ne demandait. Ensuite, comme pour les cabines téléphoniques, le format papier, etc. les anciennes technologies sont retirées et les derniers récalcitrants contraints et obligés d'accepter les nouvelles. De toute façon, pour les plus résistants, le temps joue en leur défaveur : ils mourront bien un jour, et leurs enfants, nés de la dernière pluie, accepteront bien de faire leurs courses en ligne plutôt que de sortir se mouiller sous le vieux parapluie du grand-père (ou de la grand-mère).

Voilà comment ça se passe d'habitude. Mais la pandémie a permis de gagner du temps : le bâton a été utilisé tout de suite, il fallait réagir vite. Il a fallu télécharger des QR codes, des applications, se soumettre aux caméras thermiques... Pas moyen de vivre autrement, ou tellement moins facilement.

Le pass sanitaire déshumanise. Ce n'est pas à vous que le vigile, l'employé d'hôpital, la bibliothécaire, refuse l'entrée. C'est à votre QR code, votre pass sanitaire rouge. Vous ne pouvez pas négocier : avec l'ordinateur, on ne négocie pas. Pas plus qu'avec l'algorithme. Vous n'êtes plus que le résultat d'un calcul. Il n'y pas de discrimination : c'est à votre smartphone, à votre QR code qui *vous représente* dans la vraie vie, que l'on refuse un droit.

(suite page 4)

(1) Thales, « Covid-19 health passes can open the door to a digital ID revolution », 23 juin 2021. C'est nous qui soulignons.

POUR nous, cette dictature technologique doit cesser. Il faut reprendre le contrôle démocratique, accroître la surveillance de l'industrie, attiser la vigilance vis-à-vis des technologies, contraindre le pouvoir, les pouvoirs, à prendre en compte notre parole.

Nous voulons avoir le choix. Pas avoir un choix factice, qui ne serait que temporaire, mais un choix imprescriptible, un choix intemporel. Nous voulons pouvoir vivre sans des technologies imposées par une industrie que personne ne contrôle, imposées par des entreprises à la production déconnectée des besoins humains, nuisible à la survie de l'aventure terrestre. Nous voulons nous réapproprier les techniques, réapprendre à faire. Pour cela il faut que nous nous désappropriions des technologies, que nous nous libérions de leur emprise, de leur « *monopole radical* » (Illich).

Retrouvons nos mains, nos pieds : retrouvons l'essentiel, débarrassons-nous des *appendices*.

Nous voulons que les populations se réapproprient le choix de ce qui constitue leur environnement quotidien, du type de machines dont nous voulons ou non. La technologie ne doit pas être une impasse démocratique.

RÉSISTER au pass sanitaire, c'est résister à l'imposition d'un mode de société jamais discuté.

Résister au pass sanitaire, c'est résister à l'imposition d'un mode de société déshumanisé, gouverné par la machine, les interfaces, les programmes, les *protocoles*.

Résister au pass sanitaire, c'est résister au-delà, en reprenant conscience du sens de chaque action, du sens de chaque mot.

Résister au pass sanitaire, c'est résister en tout temps, en tout lieu, chez soi, le samedi, le matin en se levant, en allant au travail...

Résister au pass sanitaire, c'est construire des liens entre celles et ceux qu'il exclut. C'est inventer, partout où il nous ferme des portes et des espaces publics, d'autres formes de convivialité.

Résister au pass sanitaire, c'est résister.

Ruptures,

le 26 novembre 2021

Pour aller plus loin : Pièces et main d'œuvre, *Le Règne machinal*, 2021 ; Pièces et main d'œuvre, *Terreur et possession*, 2008 ; Ivan Illich, *Œuvres complètes, Tome 1*. 2005.

VAGUES NOUVELLES

Soyons solidaires !

Toujours en lutte contre le contrôle du pass sanitaire en bibliothèques, et à l'occasion de leur quatrième journée de grève nationale, les bibliothécaires appellent à un rassemblement mercredi 1er décembre à 17h30 devant la bibliothèque du Jardin de ville de Grenoble.

Contre la confusion, reprenons l'offensive

Samedi 4 décembre au 38 rue d'Alembert à Grenoble, journée de réflexion et de formation « Face aux fascismes... on fait quoi ? ». De 10h à 19h, échanges et perspectives stratégiques pour mieux comprendre les enjeux de la période actuelle.

Viens avec moi, on va se tester

Devant chaque concert du groupe LAM, les fans peuvent trouver un stand de tests PCR financés par les artistes. Manière pour LAM, partisans de la liberté individuelle, de lutter à leur échelle contre la discrimination induite par le pass sanitaire.

<http://collectifruptures.wordpress.com>

contact-ruptures@riseup.net
